

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(HAUTE-CORSE)  
(10 novembre 1988)**

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1989,  
*Journal officiel* du 29 novembre 1989)

---

**AVENANT N° 14 DU 26 MAI 2005 (1)**

NOR : *AGRS0597102M*

IDCC : *1486*

---

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Le syndicat des pruneaux de Corse ;

Le CDJA ;

Le syndicat des pépiniéristes,

D'une part, et

La CGC ;

La fédération Force ouvrière ;

Le STC ;

Le CFDT ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**TITRE II**

**DISPOSITIONS COMMUNES**

**Article 15.2**

*Contrat de travail intermittent*

Le 1<sup>er</sup> paragraphe est ainsi rédigé :

« C'est un contrat à durée indéterminée qui est régi par l'accord national du 23 décembre 1981 et l'ensemble de ses avenants, le contrat écrit conformément à l'article L. 212-4-13 du code du travail doit prévoir une période de travail comprise entre 300 et 1 200 heures. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

« Aux heures normales et éventuellement aux heures supplémentaires s'ajoutent une indemnité de 13 % incluant forfaitairement les congés payés et les jours fériés, cette indemnité est versée mensuellement. »

## RÉMUNÉRATION

### Article 19

#### *Grille de classification des emplois*

Cette grille est complétée comme suit :

#### c) Berger

COEFFICIENT	TYPE D'ACTIVITÉ	AUTONOMIE
110	Le berger effectue ses tâches habituelles	Exécute les ordres précis sous un contrôle habituel. Mise en place de clôtures
130	1. Gestion du troupeau (gardien-nage et surveillance des animaux).	Il organise la gestion de l'herbe et des parcours en accord avec l'éleveur.
140 1 + 2	2. Gestion des ressources pastorales Connait et sait éviter les risques liés aux différents herbages. Utilise et entretient les équipements pastoraux.	Aménage la garde en fonction des intempéries. Réagit aux changements de climat. Prend les décisions de première urgence. Assure le suivi de l'état général des animaux. Déecte les premiers soins à appliquer en relation avec le vétérinaire désigné par l'éleveur. Entretien et surveillance de la machine à traire.
150 1 + 2 + 3	3. Gestion de l'environnement. Prévention et protection contre les prédateurs.  Gestion des contraintes environnementales	Travail avec un chien de troupeau. Mesures agro-environnementales en relation avec différents partenaires.  Gestion alimentaire selon état physiologique et pratique de soins.

### Article 21

#### *Cas particuliers*

Le 2<sup>e</sup> paragraphe est ainsi rédigé :

« Salaire des ouvriers effectuant un travail de nuit »

« Le travail de nuit est celui qui est effectué entre 21 heures et 6 heures du matin dans la limite de la durée maximale journalière fixée à 10 heures. Les compensations financières ou autres sont négociés de gré à gré. Le travail de nuit est interdit aux femmes et aux jeunes dans les conditions fixées par la réglementation. »

## Article 25

### *Avantages en nature*

Le deuxième de cet article « Accessoires du logement » est ainsi rédigé :

« La valeur de l'électricité, de l'eau, du gaz consommés, peut être retenue au salarié sur la base de leur coût réel lorsque la consommation imputable au salarié est mesurée par un compteur individuel. A défaut le coût de la consommation est laissé à la charge de l'employeur »

## DURÉE DU TRAVAIL. – REPOS CONGÉS

## Article 28

### *Heures supplémentaires*

Le 2<sup>e</sup> paragraphe est ainsi rédigé :

« Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées au-delà de la durée normale de 35 heures. »

« Le berger tel que l'emploi est défini à l'article 19 ci-dessus peut bénéficier d'une convention de forfait négociée avec l'employeur avant la signature.

Le berger doit être rémunéré sur la base du coefficient de l'emploi occupé réellement étant entendu que le salaire ne pourra être inférieur à celui que l'intéressé percevrait s'il était rémunéré au temps y compris les heures supplémentaires effectivement réalisées. Ces dernières pourront par accord conjoint être attribuées en tout ou partie en repos de compensation prenant en compte les majorations légales affectées à ces heures de travail. »

« La durée du travail effectuée ne devra en aucun cas dépasser les durées du travail maximales, journalières et hebdomadaires prévues par les textes légaux. »

## Article 49

### *Licenciement du salarié. – Indemnité de licenciement*

Cet article est ainsi rédigé :

« Le salarié licencié, justifiant d'une ancienneté au moins égale à 2 ans, a droit à une indemnité de licenciement égale :

- à 1/10 de mois par année d'ancienneté plus 1/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans, en ce qui concerne les manœuvres (coefficient 100); les ouvriers spécialisés et les bergers (coefficient 110); les ouvriers qualifiés (coefficient 120);
- à 1/5 de mois par année d'ancienneté pour les ouvriers hautement qualifiés catégorie 1 et les bergers 1 (coefficient 130); les bergers 1 + 2 (coefficient 140); les ouvriers hautement qualifiés catégorie 2 et les bergers 1 + 2 + 3 (coefficient 150). »

« Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le tiers des 3 derniers mois. »

## TITRE IV

### DÉPÔT ET EXTENSION DE LA CONVENTION

#### Article 77

Cet article est ainsi rédigé :

« Les avenants à la présente convention sont déposés par la partie la plus diligente auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Haute-Corse. »

« La partie la plus diligente remet également un exemplaire de chaque convention ou accord collectif de travail au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion. »

« En application des articles L. 132-9 et L. 132-10 du code du travail, toute adhésion à la convention collective est notifiée aux signataires et fait, en outre, l'objet du dépôt prévu à l'article L. 132-10, à la diligence de son ou de ses auteurs. »

« Il peut être donné communication et délivré copie des textes déposés. »

Fait à Bastia, le 26 mai 2005.

(Suivent les signatures.)